



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les États-Unis et l'Inde se lancent des pointes lors de la séance d'ouverture de la CM11

Dans ce qui a été perçu comme un discours plutôt positif, le représentant pour le commerce des États-Unis, Robert Lighthizer, a rappelé aux Membres l'importance de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour le commerce mondial.

« Elle est extrêmement utile et offre un forum de négociation pertinent pour les parties contractantes », a affirmé le représentant pour le commerce des États-Unis durant l'assemblée plénière d'ouverture de la 11^e conférence ministérielle de l'organisation (CM11), tenue à Buenos Aires le 11 décembre.

Cependant, l'institution, a-t-il ajouté, pose de sérieux défis, en commençant par l'accent mis par les Membres sur la structure de litiges actuelle de l'OMC, laquelle, selon M. Lighthizer, jette une ombre sur le pilier de négociation essentiel de l'organisation. « Nous devons nous demander si c'est bon pour l'institution et si la structure de litiges actuelle a du sens », a souligné M. Lighthizer.

Le représentant pour le commerce des États-Unis a aussi appelé à faire une distinction parmi les « pays en développement » autoproclamés puisque « cinq des six pays les plus riches au monde réclament présentement un statut de pays en développement », et bénéficieraient donc d'un traitement spécial et différencié réservé aux pays pauvres. « Il y a quelque chose qui cloche avec ça », a ajouté le représentant pour le commerce des États-Unis, faisant manifestement référence à la Chine et aux autres pays soi-disant émergents qui ont tiré profit du commerce mondial au cours de la dernière décennie. M. Lighthizer a également plaidé en faveur de

meilleurs avis et d'une plus grande transparence puisque « certains Membres contournent intentionnellement ces obligations. »

Les États-Unis veulent que l'OMC travaille à rendre les marchés plus efficaces en « revitalisant les organes permanents pour s'assurer qu'ils se concentrent sur les nouveaux défis, comme la surcapacité chronique et l'influence des sociétés d'État », a déclaré le représentant pour le commerce des États-Unis.

De nombreux délégués ont décrit le ton du discours comme étant plus positif que prévu. D'autres partageaient même certaines des préoccupations des États-Unis, particulièrement en ce qui concerne le besoin de distinguer les pays en développement. L'Inde ne fait toutefois pas partie de ces pays. Elle a appelé l'ensemble des Membres à « soutenir le rôle central du développement dans les négociations à l'OMC sans créer de nouvelles sous-catégories de pays. »

Elle a poursuivi en répétant sa demande pour la CM11, affirmant qu'elle ne peut pas envisager de résultat négocié à la CM11 sans qu'il y ait une solution permanente sur la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, pour laquelle les Membres ont un mandat ministériel et qui représente « une question de survie pour huit cents millions de personnes affamées et sous-alimentées dans le monde. »

Le ministre du Commerce de l'Inde a indiqué qu'il s'attend à ce que la mesure globale de soutien (MGS) des pays développés soit d'abord et avant

tout abordée dans un programme de travail de l'après CM11. L'Inde souhaite également poursuivre le travail entrepris sur les subventions pour la pêche afin de conclure un accord avant la 12^e conférence ministérielle de l'OMC en 2019. Cependant, elle a prévenu les Membres de ne pas détourner l'attention vers de nouveaux enjeux – plutôt que de s'attaquer aux éléments du programme de Doha qui ne sont pas réglés –, affirmant qu'ils n'ont pas le mandat

d'aborder les nouveaux enjeux comme la facilitation des investissements et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

« À une époque où l'environnement du commerce mondial est extrêmement fragile, donnons à cette conférence ministérielle l'occasion de conclure le programme de travail non fini de Doha, et efforçons-nous collectivement de préserver et de revitaliser l'OMC », a conclu le ministre du Commerce de l'Inde.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

